

Peuples indignés partout autour du globe (24.6.11)

Il faut le reconnaître, 2011 est une année riche en surprises et en événements particulièrement stimulants pour qui veut la construction d'un monde plus juste et plus équilibré écologiquement. Les révoltes populaires qui secouent la planète en sont indéniablement un exemple fort. Ce qui se déroule dans les rues européennes est sans nul doute une réponse appropriée aux besoins de changements ressentis par nombre de populations. Les manifestations de masse, les camps d' « indignad@s », les luttes syndicales contre des plans d'austérité imposés avec violence par des institutions non démocratiques (Commission européenne, FMI, BCE) et les banques privées se multiplient et gagnent en fréquentation. Ainsi débute le communiqué du CADTM.

Un demi-million de personnes ont manifesté début juin à Athènes contre l'austérité avec aux lèvres des mots d'ordres bien précis : « dégagéz » et « ras-le-bol du FMI » en tête. Ensuite, entre 100 000 et 250 000 personnes sont descendues dans les rues des plus grandes villes d'Espagne pour la manifestation internationale des indignés du 19 juin. Là encore les slogans ne laissaient planer aucun doute sur les revendications : « Prenons la rue ! Non au Pacte euro-plus ! Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers ! ».

Cette manifestation internationale a pris place (parfois dans plusieurs villes simultanément) dans pas moins de 35 pays autour du globe : Argentine, Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Équateur, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie.

C'est indiscutablement le début d'une période de luttes sociales de haute intensité. D'un côté une caste de privilégiés qui méprisent la démocratie et abusent d'un arsenal d'artéfacts financiers, politiques et juridiques pour imposer au monde leurs agendas (austérité, guerres, nucléaire, privatisation, capitalisme vert, etc. la liste est longue) et en face, les populations qui ne veulent plus être considérées comme de vulgaires consommateurs incapables de prendre des décisions justes, lucides et circonstanciées concernant les grands enjeux de notre époque et qui revendentiquent une participation active à la prise des décisions qui concernent directement leur (sur)vie. Début d'une période où l'individu collectivise intensément ses avis et connaissances grâce à la toile. Avec l'avènement de l'Internet est née la possibilité, en constante augmentation, de pouvoir s'exprimer, apprêhender de nouveaux savoirs, débattre en ligne. Ces nouvelles pratiques ne sont plus en adéquation avec l'acte de vote tous les quatre ou cinq ans de la démocratie représentative.

C'est aussi le coup de fouet insufflé par les révoltes arabes qui participe à galvaniser les luttes en Europe. La théorie néoconservatrice de la guerre des civilisations post-11/9 a volé en éclat, pour le plus grand bien de l'humanité, lorsque les populations occidentales ont compris que les revendications au sud de la Méditerranée étaient les même qu'au nord de celle-ci : Dé-mo-cra-tie (réelle, maintenant !), autrement dit, le juste retour du pouvoir au peuple à qui la souveraineté a été dérobée durant des "décennies perdues" par la mainmise de ces mêmes institutions non démocratiques.

La non-violence du mouvement ainsi que ses modes d'organisation autogérés, les assemblées populaires décentralisées par quartiers, l'horizontalité des discussions montrent une maturité dans les luttes aujourd'hui et engendrent l'espoir de grandes avancées émancipatrices pouvant conduire à une réelle amélioration des conditions de la vie sur terre. Parce qu'il semble que dans le train fou dans lequel le capitalisme, mais aussi les tenants du pouvoir, nous ont embarqués, les luttes en cours ressemblent furieusement aux toutes dernières stations avant le précipice.

Le CADTM participe à ces luttes internationales, ses solutions radicales gagnent en popularité. En effet, l'audit des dettes publiques des États européens, idée considérée encore il y a peu comme une hérésie économique, est reprise par un nombre croissant d'organisations et de militant(e)s. Et c'est tant mieux car il est impossible de se sortir dignement de l'ouragan d'austérité qui balaye actuellement l'Europe sans remettre en cause la légitimité des dettes publiques et de répudier sans conditionnalités la part illégitime de celles-ci.

Contre la dictature des marchés, pour une démocratie réelle maintenant, nous ferons plus que nous indignez, nous lutterons ensemble !